

# SUD EDUCATION SEINE-SAINT-DENIS

## PLAN MACRON POUR L'ÉDUCATION : DANS LE 93, NOTRE ÉCOLE VA CRAQUER !

L'élection d'Emmanuel Macron annonce un avenir menaçant pour tous nos droits (salariaux, sociaux) et pour le maintien des services publics. Le service public d'éducation, premier employeur de fonctionnaires, est dans le viseur. La proposition de **supprimer 120 000 postes dont 50 000 dans la fonction publique d'État va entraîner un séisme dans notre profession**, alors qu'on ne se remet toujours pas du plan social de suppressions de postes de l'ère Sarkozy! Enseignant-es et travailleur-euses de l'éducation du 93, nous savons que notre département sera le premier affecté par la situation : laboratoire de toutes les réformes qui dégradent nos conditions de travail, largement moins financé que les autres départements, la banlieue parisienne et notamment le 93 subissent de fortes discriminations. Nous n'attendons pas d'avoir plus que nos yeux pour pleurer, nous voulons agir !

## PAS TOUCHE A NOS SEUILS DE CLASSE !

Un des objectifs phare de Macron sur l'éducation est son fameux 12 élèves par classe pour les CP et les CE1 de REP et REP+. Comment ? Le programme est flou et les interlocuteurs d'En Marche ne donnent aucune réponse : « Ce ne sont que des objectifs, les moyens pour y parvenir ne sont pas encore réfléchis ». Dans son programme, Macron parle de « réorienter entre 6 000 et 10 000 postes des 60 000 postes créés » sous Hollande. Manque de pot, pendant le dernier quinquennat, **moins de 35 000 postes ont été créés** dont une bonne part n'a servi qu'à reboucher les trous béants laissés par le gouvernement Sarkozy et la hausse démographique de notre département. Les porte-parole de Macron ne répondent pas sur le respect des seuils de classe limités à 23 élèves. Quelles conséquences pour nos conditions de travail ? Un racket sur nos seuils de classe nos effectifs de classe risquent d'éclater : diminuer les effectifs de CP, faire exploser ceux de CM2. Dans le 93, 272 écoles sont concernées par ce dispositif. Qu'est ce que ça signifie ? 29 000 CP-CE1 (chiffres CTSD) vont être directement concernés, soit **un besoin de 1200 postes supplémentaires** pour appliquer les seuils à 12 élèves par classe en CP-CE1. SUD Éducation a déjà tiré la sonnette d'alarme pour dire qu'il manque 1000 postes d'urgence pour assurer les remplacements, les TPS, le RASED, garantir le respect des seuils. Réforme intenable, c'est nous qui allons payer !

## PAS TOUCHE A NOS RASED !

Cette année, les associations de rééducateurs ont alerté de la disparition de la formation des maître-sses G. Les RASED agonisants risquent fortement d'être sabrés par la création des 1300 postes nécessaires pour les CP-CE1. Réforme intenable, c'est nous qui allons payer !

## PAS TOUCHE A NOS PDMQDC !

Les PDMQDC (dispositif plus de maître-sses que de Classe) viennent à peine d'être mis en place : 270 PDMQDC sont en poste actuellement dans le 93. Déjà, les besoins du département ne sont pas remplis : **il manque 400 postes** et des postes ont récemment été supprimés dans certaines écoles du 93. Le redéploiement de ces postes vers le CP-CE1 ne sera donc ni suffisant ni satisfaisant. Réforme intenable, c'est nous qui allons payer !

## DONNER CARTE BLANCHE AUX MAIRIES...POUR AUGMENTER LES INÉGALITÉS !

"Redonner de la souplesse aux municipalités" en leur donnant carte blanche pour les rythmes scolaires, déjà rejeté par SUD Education et une majorité de collègues, ne constitue en rien une bonne nouvelle. Les mairies, qui ont été appauvries par la baisse des subventions, vont ainsi obtenir plus de pouvoir sur les écoles : **la territorialisation de l'école, déjà lancée avec la réforme des rythmes scolaires va donc s'aggraver** et avec elle nos conditions de travail et les conditions d'études de nos élèves. Qu'est ce que signifie la territorialisation dans le 93 ? l'augmentation des inégalités et des discriminations. Quand à Montfermeil, la mairie décide de ne pas scolariser les enfants de familles mal-logées, quand au Blanc-Mesnil, les enfants de familles sans-papier ne peuvent aller à la cantine...c'est l'égalité d'accès à l'école qui est mis en cause et va s'aggraver. Hier comme aujourd'hui nous exigeons l'abrogation de la réforme des rythmes scolaires, et de meilleures conditions de travail !

Enfin, comment Macron compte-t-il remédier au manque de locaux ? Dans nos villes, les préfabriqués se multiplient et les établissements insalubres voire dangereux sont légions.

**POUR SUD EDUCATION 93 IL N'Y A QU'UNE SEULE RÉPONSE  
AUX PROPOSITIONS DE MACRON : LA RÉSISTANCE !**

Solidaires

éducation  
**Sud 93**

**UN PLAN D'URGENCE POUR LES ÉCOLES DU 93 !**